

## Influence des relations économiques Nord-Sud sur les dépenses militaires des pays en voie de développement (Note)

Louis Pilandon

Volume 16, Number 1, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701796ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701796ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Pilandon, L. (1985). Influence des relations économiques Nord-Sud sur les dépenses militaires des pays en voie de développement (Note). *Études internationales*, 16(1), 75–86. <https://doi.org/10.7202/701796ar>

# INFLUENCE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES NORD-SUD SUR LES DÉPENSES MILITAIRES DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Louis PILANDON\*

Depuis plusieurs années, et plus particulièrement la fin des années soixante, l'ensemble des PVD se signale par une croissance très rapide de ses dépenses militaires (+ 4% par an en moyenne sur les 4 dernières années)<sup>1</sup>. Ce sont eux également qui absorbent l'essentiel des exportations mondiales d'armes (70%) dans lesquelles l'URSS vient de prendre la première place comme pays fournisseur.

Devant l'importance de ce phénomène, il est nécessaire de s'interroger sur sa place et son insertion à l'intérieur de l'ensemble des relations économiques Nord-Sud.

Cette étude, qui ne prétend en rien à l'exhaustivité, cherche à proposer dans ce cadre, quelques éléments d'explication. Son objet est essentiellement de contribuer à mieux faire comprendre, au niveau des facteurs explicatifs, la structure et le niveau des dépenses militaires, et plus particulièrement leur financement.

Au cours de travaux antérieurs<sup>2</sup>, il a été permis de mettre en évidence l'existence d'une corrélation très forte unissant Dépenses Militaires et Produit et de vérifier l'égalité  $DM = f(Y)$ , DM représentant les Dépenses Militaires et Y le Produit sur la même période. La validité de ce rapport a été testé aussi bien pour les valeurs globales que rapportées au nombre d'habitants. Il a également pu être montré le rôle déterminant joué dans la croissance des dépenses militaires par le supplément de ressources acquis par un certain nombre de pays en voie de développement après 1973, en l'occurrence les pays producteurs de pétrole.

C'est à la suite de ces constats, en utilisant des méthodes économétriques simples<sup>3</sup> que va être menée la recherche présentée ici. Son objet principal sera la part prise par les relations économiques extérieures dans le financement des dépenses militaires sans entrer dans le débat des rapports entre taux de croissance et dépenses militaires<sup>4</sup>.

---

\* Professeur agrégé à l'Université de Clermont-Ferrand II, France.

1. Brochure 1983 du SIPRI « Armer ou désarmer »; Brochure 1982 du SIPRI « Armer ou désarmer » avec une expansion du commerce des armes de 7% par an.
2. L. PILANDON: « Le rapport Dépenses Militaires, Développement économique à partir de quelques corrélations économétriques ». *Revue d'Économie Politique* n° 4, 1982; L. PILANDON: « Dépenses Militaires et conjoncture ». *Annales de la Faculté de Droit* de Clermont-Ferrand, 1982.
3. Analyse de la variance et de l'écart-type, coefficient de corrélation linéaire, méthode des moindres carrés ordinaires, loi de Student.
4. E. BENOIT. *Defense and Economic Growth in Developing Countries*. Lexington Books, 1973, Boston, U.S.A.; David LIM: "Another Look at Growth and Defense in Less Developed Countries" *Economic Development and Cultural Change*, volume 31, n° 2, January 1983.

## I - LA MÉTHODE ET LES RÉSULTATS

C'est dans le cadre d'une étude plus générale utilisant un logiciel américain en sciences sociales, le programme SPSS (*Statistical Package for Social Science*) qu'ont été utilisées les données statistiques rassemblées pour permettre les calculs.

En ce qui concerne les pays en voie de développement, l'existence de séries statistiques homogènes, donc comparables, n'a permis de retenir que 37 pays de 1965 à 1980<sup>5</sup>.

À l'intérieur de cette série, deux sous-catégories ont pu être distinguées en fonction de leur degré d'industrialisation en début de période<sup>6</sup>:

- D'une part les pays dits « moins industrialisés »;
- Et, d'autre part, les pays dont l'industrialisation se développait, occupant une fraction de plus en plus importante de la population active, lesquels sont dits « pays intermédiaires ».

En utilisant un sous-programme du logiciel SPSS, il nous est apparu possible d'étudier l'existence ou l'absence de corrélations entre la série de variables retenues<sup>7</sup> et les dépenses militaires dans les différents États au cours de la période 1965-1980, de façon à essayer de mettre en évidence l'explication d'une variable par l'autre; ici, en l'occurrence, le budget militaire et les flux susceptibles de le financer.

Par la même occasion, nous avons testé l'existence de rapports possibles entre les dépenses militaires par tête et les taux de croissance et d'inflation au cours de la même période. Les résultats sont présentés en un tableau statistique général et deux graphiques concernant les résultats significatifs seuls<sup>8</sup>.

### 5. Sources statistiques:

#### VARIABLES RETENUES

Dépenses militaires par tête

Budget militaire total

% des dépenses militaires par rapport au Produit

Aide publique au développement

Dettes totales

Dettes bilatérales

Dettes multilatérales

Dettes privées

Flux net débiteur

Taux de croissance du Produit

Taux d'inflation

Déflateurs (dollars 1976)

#### SOURCES

*The military balance*

de 1966 à 1981

- *id.* -

- *id.* -

*World tables*

*World debt tables*

- *id.* - )

- *id.* - ) 1965

- *id.* - ) à

- *id.* - ) 1980

- *id.* - )

OCDE, *Banque Mondiale, Annuaire*

*statistique de l'ONU de 1965 à 1980*

OCDE, *Bulletins du FMI de 1965 à 1980*

*International Financial Statistics 1979*

6. Le critère de séparation des deux ensembles a été choisi à partir de la répartition de la population active (*World Tables*) et le seuil fixé à 20% dans le secteur secondaire. En deçà, ce sont les pays les moins industrialisés; au-delà, les pays intermédiaires et cela, sans tenir compte des systèmes économiques. Se trouvent: \* Dans la première, les pays les moins industrialisés (22): Éthiopie, Thaïlande, Nigéria, Maroc, Inde, Syrie, Soudan, Indonésie, Zimbabwe, Algérie, Colombie, Arabie, Cuba, Égypte, Pérou, Irak, Iran, Malawi, Pakistan, Jordanie, Philippines, Lybie.

\* Dans la deuxième, les pays intermédiaire (15): Grèce, Portugal, Turquie, Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie, Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Mexique, Vénézuéla, Corée du Sud, Singapour, Taiwan, Israël.

Tous les continents sont représentés.

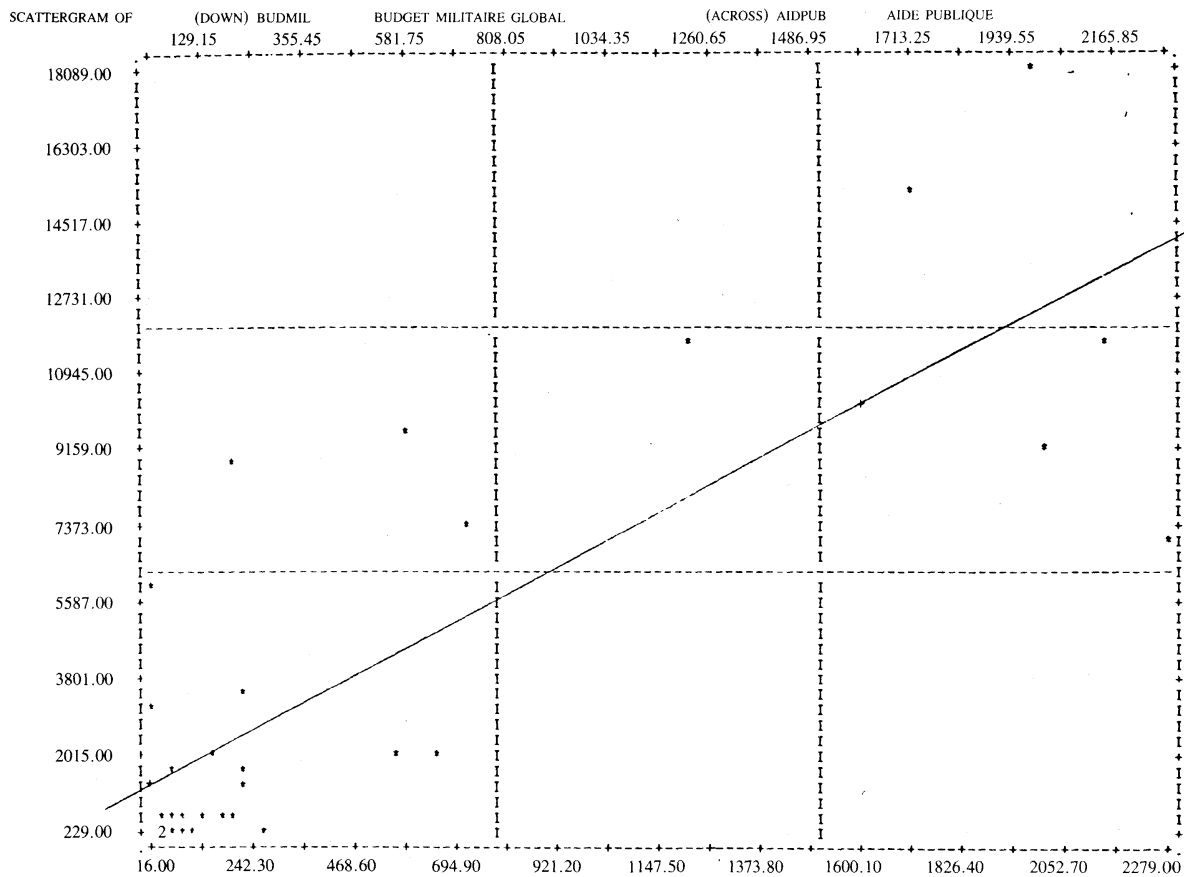
7. Cf. Tableau n° 1.

8. Graphiques n°s 1 et 2.

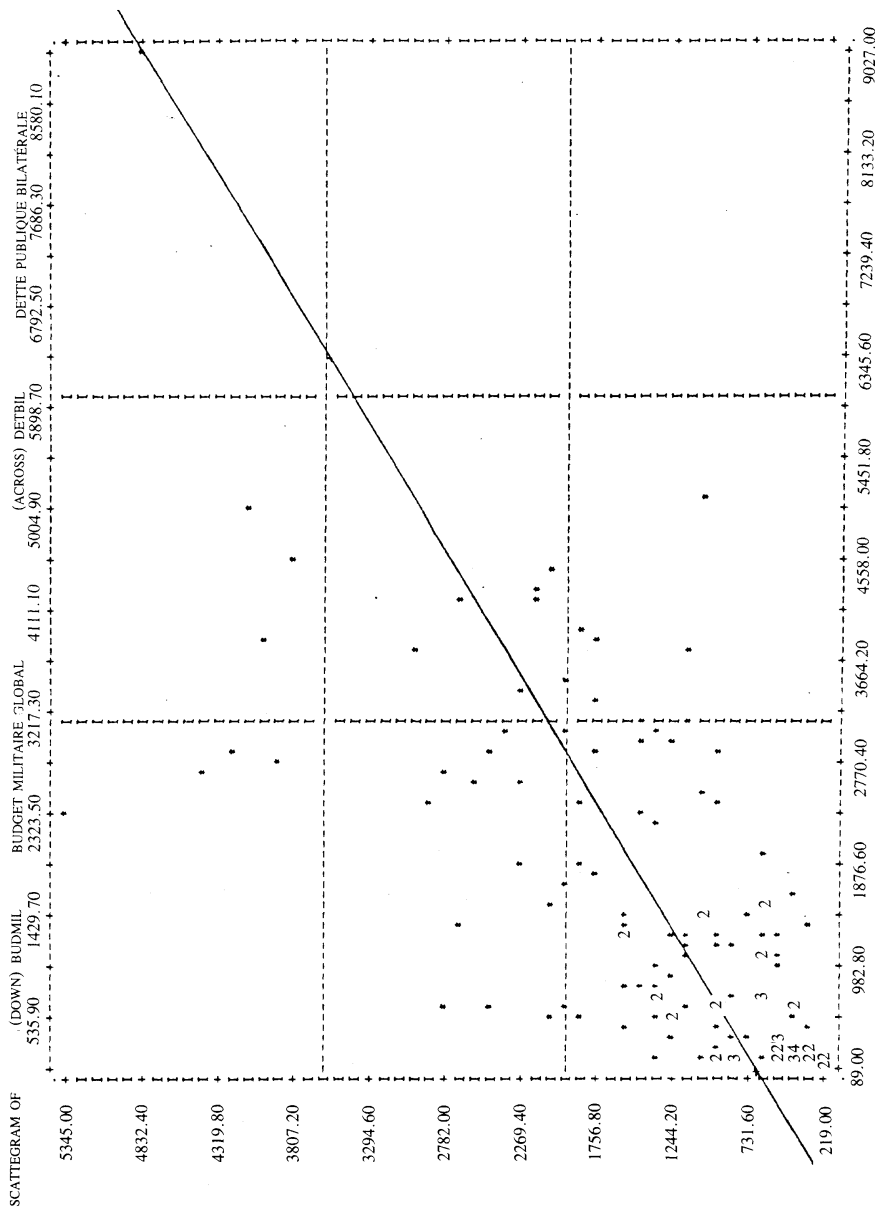
TABLEAU DES RÉSULTATS DE r (Coefficients de corrélation)  
37 pays de 1965 à 1980

Catégorie de pays	Dépense par tête	Dépense par tête	Budget militaire	Budget militaire	Budget militaire	Budget militaire	Budget militaire	Budget militaire
	Taux de croissance	Taux d'inflation	Dettes totales	Dettes bilatérales	Dettes multilatérales	Dettes privées	Aides publiques	Flux nets débiteurs
Pays les moins industrialisés	+0,16	+0,31	+0,40	+0,44	+0,31	+0,10	+0,799	+0,21
Pays intermédiaires	-0,23	+0,03	+0,17	+0,66	+0,07	+0,01	+0,07	+0,16
Ensemble	-0,15	+0,06	+0,29	+0,45	+0,22	+0,08	+0,67	+0,18

Graphique n° 1  
 Analyses de corpélation entre deux variables



Graphique n° 2  
Analyses de corrélation entre deux variables



L'ensemble de ces résultats connaît une fiabilité tout à fait bonne, puisqu'ils se situent au seuil de 5% dans leur grande majorité d'après la Table de Student. Parmi eux, deux seulement sont significatifs: les valeurs de  $r$  dans les rapports Budget militaire/Aide publique dans la catégorie des pays les moins industrialisés ( $r = 0,799$ ) et Budget militaire/Dette bilatérale dans celle des pays intermédiaires ( $r = 0,66$ ). Ces deux résultats, particulièrement fiables puisqu'ils se situent tous les deux au seuil de 1%, méritent une recherche explicative.

## II – RELATIONS ÉCONOMIQUES NORD-SUD ET FINANCEMENT DES DÉPENSES MILITAIRES

Les résultats significatifs qui viennent d'être enregistrés permettent d'envisager deux hypothèses pour expliquer l'existence de la corrélation :

- Soit le constat d'une évolution tendancielle parallèle des deux variables mais totalement indépendante pour chacune ;
- Soit l'existence d'une relation de causalité, c'est-à-dire l'explication d'une variable par une autre. Par l'examen successif des deux rapports significatifs, il est possible alors d'essayer de déterminer quelle est celle qui a le plus de chance d'être explicative de la corrélation.

### A — Le rapport Aide Publique au Développement (APD) et Budget militaire

À la définition de l'OCDE relative à l'Aide publique<sup>9</sup>, il faut ajouter les autres apports publics en provenance de l'extérieur :

- Les opérations qui visent à faciliter les exportations sans avoir cependant un caractère de libéralité ;
- Les opérations de portefeuille du secteur public avec les organismes multilatéraux.

Les flux privés (Capitaux, Investissements directs, Crédits privés...) demeurent, bien sûr, exclus de cette définition.

Lors de travaux antérieurs<sup>10</sup>, il a été mis en évidence l'importance des flux d'APD (Aide Publique au Développement) dans la structure des dépenses publiques, en particulier au niveau de la santé. Le rôle des flux privés est plus difficile à apprécier dans la mesure où ils agissent sur un certain nombre d'investissements qui, s'ils sont précis, ne peuvent être pris en compte, dans la mesure où il n'est pas évident qu'ils auraient été pris en charge par les autorités locales dans une proportion importante. La première place dans les flux appartient donc à l'APD, d'où l'intérêt d'analyser ses liens éventuels avec les dépenses militaires.

En dehors de l'aide militaire directe (parfois très importante lors de crises du type Tchad, par exemple) qu'il est, la plupart du temps, difficile, sinon impossible, de mesurer statistiquement autrement que par des estimations, l'APD demeure l'élément déterminant. Son application a officiellement pour but de développer les services publics, l'agriculture, l'industrie, l'éducation, la santé, etc... mais nulle part ne figure la défense au sens militaire. Le problème posé ici est donc d'examiner, voire de mettre en évidence, s'il existe des possibilités de substitution entre les dépenses publiques aidées et celles consacrées au domaine militaire. La corrélation mise en évidence pourrait alors s'expliquer par un lien de causalité, l'APD<sup>11</sup> contribuant d'une manière indirecte à financer le budget militaire.

- 
9. « Ensemble des apports de ressources qui sont fournis aux pays moins développés et qui, au niveau de chaque opération, répondent aux critères suivants : \* Favoriser le développement et accroître le niveau de vie ; \* Revêtir un caractère de faveur et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25% ».
10. En particulier, la thèse de Françoise ANDRÉ. « Financement extérieur et politique de la santé : Le cas de la Haute-Volta ». Thèse de doctorat, CERDI, 1982.
11. À cette aide définie, il faut ajouter les prêts extérieurs avec bonification d'intérêts consentis à des sociétés d'État. Ces prêts sont souvent faits en devises fortes (Dollar, FF, Mark, Yen, Livre, etc...). Il faut aussi inclure les autres concours financiers destinés à aider les États à maîtriser leurs finances publiques. Ce sont le plus souvent des versements directs destinés au « fonctionnement », donc sans affectation spéciale. De même, les bourses d'étudiants offertes par le pays donateur et aides diverses.

Le problème central qui se pose alors est celui de l'affectation de l'aide publique et des possibilités qui peuvent exister pour la transférer. Dans l'examen<sup>11</sup> des formes revêtues, une partie se trouve déjà sans destination définie et laisse au pouvoir local toute liberté d'affectation, mais la majorité se trouve associée à un but précis. Peut-on là aussi constater une translation vers les dépenses militaires ?

Sur toute la période prise en compte dans cette étude (1965-1980), les apports publics totaux sont allés croissants aussi bien en valeur nominale que réelle et celà, malgré la crise et quelle que soit la forme de l'aide publique. Par contre, les apports privés ont eu une tendance très nette à la décroissance, la crise cette fois affectant les acteurs économiques à l'origine des aides. La plus grande instabilité générale n'engage pas un développement de ce type de relations.

D'une autre façon, la crise a modifié la structure de l'aide en accélérant un processus déjà bien entamé, celui de la « libéralisation » quant à l'affectation. Si en 1961, 83% des apports publics étaient affectés contre seulement 17% « libres »<sup>12</sup>, l'évolution constatée au cours des années 70 fait apparaître une moindre affectation :

- 1968: 75% ;
- 1976: 39%...

Le changement est spectaculaire et important. Il se rencontre également dans un secteur où l'affectation était très précise: celui de l'aide à l'investissement. Ici, le glissement s'est opéré du projet lui-même vers l'activité d'ensemble et c'est plus un État qui est subventionné qu'un projet. L'affectation devient alors tout à fait indicative au lieu d'être formelle et la différence, s'ajoutant aux aides déjà libres, permet la substitution par libération de ressources internes, qui peuvent être dirigées vers d'autres domaines, en particulier militaire.

Les possibilités de substitution se trouvent encore renforcées par l'évolution de l'aide publique liée. Celle-ci était, par définition, non substituable puisque le pays fournisseur de capitaux imposait l'obligation d'achat. Or, celle-ci disparaît de plus en plus dans les transferts actuels.

Plusieurs points peuvent dès lors être mis en valeur afin de caractériser la situation présente et son évolution afin de vérifier cet accroissement des possibilités de substitution.

En prenant pour exemple les interventions de la Caisse centrale de coopération économique<sup>13</sup>, il est possible de constater que d'une part, l'élément don est souvent proche de 70% et d'autre part, que les domaines d'application de cette aide sont de plus en plus souvent des secteurs entiers de la production aux lieux et places des projets précis antérieurs. Cette dérive, à la limite, fait disparaître toute conditionnalité.

Cette « transformation » de l'aide se retrouve pour les ajustements structurels ou conjoncturels qui sont la règle commune depuis l'apparition de la crise dans l'économie mondiale. Toutes les formes d'aides, prêts ou dons pour la restructuration du secteur public (toujours très important dans ce type de pays), pour la réhabilitation des opérations anciennes, y compris les dégâts dus aux affrontements armés, ou pour le paiement des arriérés des dettes, tout concourt à permettre à donner au pays receveur plus d'autonomie dans l'affectation.

12. M.P. GUILLAUMONT: « Substitution de contraintes dans le financement international du développement ». *Revue Économique*, novembre 1978. Le terme « libéralisation » est pris dans le sens de recours plus grand aux mécanismes du marché en ce qui concerne un aspect plus particulier, celui de l'affectation, mais peut comprendre aussi liaison et délais.

13. Cf. Communication de Madame NOWAK au Congrès des Économistes de Langue Française, Clermont-Ferrand, 1984.



Les conséquences de cet état de fait sont à la fois multiples et cumulatives. D'une part, l'APD, en renforçant le pouvoir de l'administration, permet un partage préférentiel des dépenses publiques le plus souvent au bénéfice des dépenses militaires; d'autre part, elle favorise la croissance démesurée du secteur public, lequel se trouve être, dans tous ces pays, une filière privilégiée pour la substitution de ressources externes au profit des dépenses militaires internes.

Dé même, l'apparition parmi les pays bailleurs d'aides des pays producteurs de pétrole n'a fait que renforcer la tendance puisque cette aide n'est pas liée dans sa majeure partie. Les concours financiers directs sont également autant de subventions accordées aux gouvernements des pays pour leurs dépenses de fonctionnement. Cette aide qui concerne essentiellement l'équilibre de la balance des paiements est facilement mobilisable au profit du secteur militaire.

Ainsi, quelle que soit la forme que peut prendre l'APD, la moindre affectation des apports permet aux pays bénéficiaires d'avoir une plus grande liberté de choix dans la destination de l'aide. Si celle-ci est souvent dirigée vers les dépenses militaires, c'est que les gouvernements considèrent ce secteur comme prioritaire. Ils sont encouragés dans cette action par les tensions internes ou externes régionales ou mondiales et par les pays vendeurs d'armes et d'équipements militaires du monde développé ou du Tiers-Monde, dont la concurrence est de plus en plus vive du fait de la crise économique. Celle-ci les oblige à promouvoir coûte que coûte leurs exportations afin d'équilibrer leurs comptes extérieurs. Ainsi, se trouve réuni un ensemble de conditions qui permettent de financer directement ou indirectement, à partir de l'APD, les dépenses militaires. La corrélation paraît donc avoir une relation de causalité.

Cette opinion ne peut être que renforcée si l'on considère les possibilités offertes par la planification elle-même en ce qui concerne les financements de substitution. Ainsi, lorsqu'un projet figure dans un plan de développement accompagné de son financement, si ce dernier est réalisé par l'extérieur, la somme qui était prévue se trouve libre pour des affectations nouvelles.

Un problème se pose cependant avec le caractère aléatoire de l'aide. Celle-ci peut varier d'une année sur l'autre, donc les autorités gouvernementales ne connaissent pas les montants totaux dont elles pourront disposer. Ceci pourrait être un frein important pour leur transfert vers les dépenses militaires qui, par leur « inertie »<sup>14</sup>, exigent une grande stabilité dans les flux qui leur sont consacrés. Si l'achat ou l'acquisition de matériel peut se faire d'une manière irrégulière, par contre cela entraîne des charges récurrentes, en particulier en fonctionnement. Celui-ci doit donc être assuré d'une manière continue et les fluctuations conjoncturelles de l'APD paraissent inadaptées pour lui. Or, une étude approfondie fait apparaître une assez grande stabilité des flux sur la moyenne et la longue période. En effet, ils sont associés souvent à des projets importants et dont la durée est conséquente comme par exemple l'hydraulique, la santé, les transports, etc... Une prévision peut ainsi s'établir sans être ridicule et permettre la substitution, d'autant plus facilement que celle-ci va s'opérer au sein des finances publiques vers les dépenses militaires les plus « incorporées » au budget national: celles de fonctionnement. Financement externe et Financement interne deviennent ainsi de plus en plus substituables et permettent aux gouvernements une réaffectation de l'aide publique en fonction de leurs propres priorités. Il faut reconnaître que c'est le secteur militaire qui en est presque toujours le premier bénéficiaire.

14. L. PILANDON. « L'indicateur d'inertie des dépenses militaires. Proposition pour un nouvel instrument d'analyse et de prévision ». À paraître dans la *Revue stratégique*, au premier trimestre 1985.

Quels que soient les différents canaux par lesquels transite l'APD, les possibilités de substitution et de transfert deviennent de plus en plus importantes avec le temps.

Ces quelques observations et constats fondent donc l'hypothèse de causalité dans la relation entre l'APD et le budget militaire et peut expliquer la valeur significative du coefficient de corrélation unissant ces deux variables pour cette catégorie de pays les moins industrialisés.

C'est par un autre canal, s'il est possible d'expliquer ainsi la relation constatée au niveau de la dette bilatérale, pour les pays intermédiaires, que passerait le financement externe des dépenses militaires.

## B — Les Pays intermédiaires

Alors que pour les pays les moins industrialisés étudiés au paragraphe précédent, la part de l'APD dans l'aide totale était nettement majoritaire (plus des  $\frac{4}{5}$  en moyenne), elle devient très minoritaire dans cette nouvelle catégorie (autour de 7% en moyenne). À l'opposé, les apports privés atteignent les  $\frac{4}{5}$  en moyenne sur la période. Aussi, la corrélation, relativement significative (0,66) observée entre la dette bilatérale et le budget militaire peut-elle s'expliquer par un financement de ce dernier grâce à la dette? La structure de celle-ci peut être fondamentale pour comprendre le mécanisme du transfert.

Dans l'ensemble des pays en voie de développement, la dette bilatérale est toujours supérieure en valeur à celle multilatérale et cela quelles que soient les époques prises en référence. Les politiques d'ajustement structurel et conjoncturel mises en place depuis la première crise de l'énergie en 1973 vont permettre, à leur tour, de multiples et importants transferts au profit des dépenses militaires à l'intérieur des budgets nationaux.

Les pays importateurs de pétrole, devenus ou déjà déficitaires dans leur balance extérieure, vont en effet préférer s'endetter à court terme que de réaliser chez eux les ajustements nécessaires à un nouvel équilibre. Cette démarche, souvent socialement et politiquement douloureuse, était reportée à un avenir dit meilleur. Une même structure des dépenses publiques pouvait être conservée, en particulier la part croissante consacrée aux dépenses militaires pouvait être maintenue, voire même dans certains cas (Argentine, Brésil, etc...) accrue.

Les disponibilités financières nouvelles, nées de l'« explosion » de l'offre des capitaux sur les marchés des Euro-monnaies et surtout de l'Euro-Dollar, facilitaient la tendance constatée vers une plus grande liberté dans l'emploi et l'utilisation de la voie bilatérale au détriment du multilatéral.

Ces nouvelles sources financières ont en effet pris progressivement la place des banques commerciales, car le bilatéralisme multipliait les capacités d'emprunts à des fins d'ajustement structurel, conjoncturel ou sectoriel. De même, la recherche d'une mobilisation de plus en plus rapide dans le temps du crédit a renforcé la démarche bilatérale.

Ainsi, s'est reproduit le même phénomène que pour les pays les moins industrialisés (plus grande indépendance d'emploi d'affectation, délais plus courts de mobilisation, etc...) avec les mêmes conséquences d'augmentation des possibilités de substitution au profit des dépenses militaires. Cependant, les « canaux » externes ne sont pas les mêmes puisqu'ici il s'agit de la dette bilatérale.

Si l'importance de ce type de financement est donc établi pour cette catégorie d'États, il ne peut cependant permettre de conclure d'une manière définitive. D'autres éléments sont à

prendre en compte pour rechercher la nature des liens constatés entre financement extérieur et dépenses militaires.

Tout d'abord, les prêts bilatéraux sont accordés plus volontiers à cet ensemble de pays, en application de la théorie selon laquelle les apports de capitaux doivent permettre le développement des pays qui y sont les plus aptes, en particulier ceux où se trouve une situation proche de la croissance autonome. Or, les pays intermédiaires, vues leur « surface » économique et financière, leur présence dans des associations régionales ou mondiales (AELE, etc...) correspondent à ces critères.

Leur solvabilité apparaît comme déterminante pour l'octroi des prêts, beaucoup plus que le projet lui-même. Aussi, le nombre et l'importance des prêts bilatéraux de 1965 à 1980 n'a pu que se multiplier à un moment où les pays industrialisés développés ont cherché dans les contrats avec l'étranger une solution aux déséquilibres de leurs balances extérieures. Leur taux de croissance du PIB restant encore élevé (souvent plus de 5% l'an) augmentait la confiance. Dans ces conditions, les contrats d'armement n'ont pas manqué de s'intégrer dans le flux bilatéral majoritaire (Exemple: les contrats passés par la France avec les pays du Moyen-Orient, et l'Amérique latine, etc...). L'ensemble étant associé à une politique de crédits à l'exportation, de taux bonifiés, d'autant plus accessibles que la concurrence se faisait plus âpre entre les vendeurs; cette recherche de l'endettement bilatéral a été d'autant plus développée par les acheteurs que les apports privés du fait de la crise avaient tendance à décroître. Or, ce financement, fait de plus en plus indistinctement, ainsi que nous l'avons souligné, au profit d'un État permet une très grande liberté de choix au niveau de l'emploi. Nul doute qu'il soit dirigé vers les secteurs aussi souvent considérés comme prioritaires, c'est-à-dire le budget militaire. Celui-ci peut alors permettre l'acquisition de matériel très sophistiqué.

Ainsi, c'est l'utilisation des mécanismes internationaux classiques de financement qui permet la substitution par la souplesse de plus en plus grande de l'emploi. C'est grâce à ces rapports bilatéraux (licences, etc...), associés au syndrome de l'embargo possible, que certains pays ont cherché à se doter d'une industrie d'armement.

Dans cette situation, les études déjà réalisées<sup>15</sup> ont permis de montrer que cette nouvelle activité se traduisait surtout par une substitution au niveau des importations, que les aides, en particulier bilatérales consenties dans ce cadre d'industrialisation, n'étaient que des subventions indirectes à cette production, car elles permettaient la substitution de ressources externes attribuées à des fins civiles au financement interne des dépenses militaires; le transfert s'opérant d'ailleurs d'autant plus facilement que le secteur public était important. Ainsi, il n'est pas absurde d'affirmer que le lien mis en évidence par le coefficient de corrélation significatif entre budget militaire et endettement bilatéral traduit une relation de causalité, donc de dépendance entre les deux variables ci-dessus, et ceci pour la catégorie des pays intermédiaires.

---

15. Ron AYRES, « La production des armes comme une forme d'importation de substitution pour l'industrialisation: Le cas turc ». *World Development* n° 9, volume 11, 1983.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

L'ensemble des résultats obtenus lors des recherches de corrélation entre différentes variables économiques et les dépenses militaires des États en voie de développement entre 1965 et 1980 ont permis de mettre en évidence deux valeurs significatives unissant respectivement budget militaire et aide publique au développement dans le cas des pays les moins industrialisés ( $r = 0,79$ ), budget militaire et dette bilatérale dans le cas des pays intermédiaires ( $r = 0,66$ ).

Après l'analyse de ces rapports, en particulier au niveau des mécanismes de liaison entre les variables, il est possible de confirmer la validité des hypothèses émises au début de cette étude, à savoir que le financement des dépenses militaires, assuré officiellement en majeure partie d'une manière interne, repose en réalité pour une grande part sur la substitution à ce dernier du financement externe; l'aide publique jouant le rôle essentiel dans le cas des pays les moins industrialisés et l'endettement bilatéral dans celui des pays intermédiaires.

Cette situation, en partie dissimulée, n'a fait que se développer avec la crise mondiale qui a d'une part, mis de nouvelles ressources (encore d'emploi plus libre) à la disposition de l'ensemble des PVD et, d'autre part, a déclenché de la part des PID une concurrence effrénée pour la recherche de débouchés de toute nature, y compris pour les armements.

Des changements sont alors intervenus dans la structure des rapports internationaux entre pays développés et PVD, en particulier au niveau des mécanismes de transfert externes et internes. C'est ainsi que la tendance à la moindre affectation de l'aide n'a fait que progresser, ce qui a eu pour effet direct de faciliter les transferts à l'intérieur des finances publiques des États. Ces aides, d'origines diverses, sont de plus en plus « affectées » par choix du pays receveur à l'intérieur des dépenses militaires au chapitre du fonctionnement. « L'inertie » de ces dépenses étant beaucoup plus grande que celles d'investissement (équipement surtout), dont le caractère discontinu n'est plus à démontrer, celles-ci sont d'ailleurs de plus en plus financées par l'aide militaire directe, mais dont la saisie statistique se révèle très aléatoire. Le caractère prioritaire du choix fait en faveur des dépenses militaires se traduit par une baisse des affectations Santé, Éducation, etc... lorsque la baisse conjoncturelle de l'aide se produit, alors que le budget défense reste stable, voire progresse au cours de la même période.

Ainsi, les autorités nationales demeurent toujours très influencées par l'extérieur lorsqu'elles sont amenées à exercer des arbitrages au niveau des dépenses publiques par exemple.

Un autre facteur est intervenu au cours de la période et a permis ces mutations et substitutions; il s'agit de la mobilisation plus rapide des aides et des crédits. La souplesse dans l'accès aux crédits ou à l'APD, le réaménagement plus facile de la dette bilatérale, tout cela a favorisé la substituabilité des affectations au niveau du budget des États et le plus souvent au bénéfice des dépenses de sécurité, considérées presque partout comme prioritaires.

Ainsi, en dépit de la crise et presque grâce à elle, les relations économiques Nord-Sud, en particulier en ce qui concerne les flux de financement, déterminent pour une grande part ou indirectement le niveau des dépenses militaires et du commerce international des armes. Si les relations peuvent varier dans leur nature en fonction du degré de développement des pays concernés, leur impact reste primordial dans la structure du financement des dépenses publiques, en particulier celles de la Défense.

Ces résultats et leurs commentaires relativement sommaires ne doivent être qu'un début de réflexion et donc induire d'autres recherches pour trouver d'autres liens, comme par exemple ceux existants entre les valeurs relatives représentant respectivement la part du produit consacrée à la Défense et celle reçue de l'extérieur toujours par rapport au PIB.

De même, pourrait-on introduire dans la recherche de corrélation un décalage d'un an entre l'aide et les dépenses militaires afin de mieux mesurer le rôle du financement extérieur. La complémentarité ou la substitution des fonds d'origine interne ou externe serait mieux cernée donc expliquée.

D'autres aspects pourraient également être pris en compte mais nécessiteraient des développements importants quoique complémentaires comme par exemple le transfert des connaissances et sa vitesse de transmission suivant les canaux utilisés, les conséquences sur le taux de croissance global de l'économie<sup>16</sup>, les liens avec le taux de change des monnaies, etc... Autant de problèmes, autant de débats.

En résumé, les aides publiques, les crédits bilatéraux etc... permettent aux pays qui en sont les bénéficiaires de supporter des dépenses militaires beaucoup plus grandes, qu'ils n'auraient pu le faire en leur absence. Mais cette relation peut être renversée et ainsi, ce sont les dépenses militaires importantes qui, entraînant de graves déséquilibres aussi bien au plan interne qu'externe, justifient alors l'existence d'aides de la part des pays développés. Faux débat en réalité car, quel que soit le mécanisme de départ, c'est bien en réalité ce qui permet, par sa substitution, l'existence de budgets militaires conséquents, budgets que les États receveurs ne pourraient entretenir sans cela.

Il ne s'agit pas ici de porter un quelconque jugement moral qui serait attentatoire au libre choix souverain de pays mais simplement, après avoir mis en évidence quelques liens précis, de constater l'interdépendance croissante des différents acteurs économiques dans le monde actuel.

---

16. Cf. E. BENOIT, David LIM. *Op. cit.*